

Daniel Bensaïd

Mouvement altermondialiste : l'expansion par consensus s'épuise

Daniel Bensaïd, militant de la gauche radicale française, philosophe et auteur de plusieurs ouvrages sur le mouvement altermondialiste, se trouvait récemment à Barcelone pour participer aux dernières journées du collectif «Revolta Global : Resistèncias, alternatives, estratègies». Il a répondu aux questions de Maricel Chavarría pour le quotidien La Vanguardia.

Maricel Chavarría : *Après deux années d'intenses protestations contre la guerre et des forums sociaux très fréquentés, quels défis affronte le mouvement altermondialiste ?*

Daniel Bensaïd : En peu de temps, ce mouvement a avancé de manière spectaculaire : il a commencé par des revendications antilibérales, il est passé à la critique globale en affirmant « Le monde n'est pas une marchandise » pour prendre position ensuite contre la guerre. Les gauches radicales ont pris l'initiative, mais elles n'ont pas obtenu de victoires significatives : l'invasion de l'Irak a finalement eu lieu. C'est pour cela que les partis politiques reprennent force. On n'attend pas beaucoup d'eux, mais ils redeviennent le moindre mal.

M.C. : *La politisation des mouvements sociaux est-elle inévitable ?*

D.B. : L'incapacité de s'organiser politiquement génère la frustration. Le mouvement s'agite, mais il n'a pas de représentation dans les cadres politique et électoral. Ouvrir un espace

politique ne sera pas une chose facile, mais le défi est là. Le centre de gravité s'est reporté sur les mouvements sociaux, mais maintenant il sera plus équilibré et plus polémique : lors du prochain forum de Porto Alegre, il sera inévitable de discuter le bilan du gouvernement Lula.

M.C. : *Est-il positif que les partis assument le discours altermondialiste ?*

D.B. : D'une part, on peut considérer qu'il s'agit d'un succès ; mais le risque existe que le mouvement finisse par accompagner les gouvernements sociaux-libéraux, en s'adaptant à des politiques réalistes du moindre mal (la déception radicalise les extrêmes, à gauche et à droite). Il y a un autre danger : que des secteurs importants du mouvement renoncent à combattre pour changer le rapport de forces politique et finissent par être un simple groupe de pression.

M.C. : *En général, l'altermondialisme rejette la Constitution européenne...*

D.B. : Il défend une refondation démocratique et sociale de cette Constitution, avec des critères de convergences sociales : la Sécurité sociale, l'emploi, les salaires, c'est-à-dire une politique active du service public à l'échelle européenne. Il défend ce qui ne se trouve pas dans le traité actuel (le droit à l'avortement, l'opposition à la législation antiterroriste édictée après le 11 septembre 2001, la solidarité avec les pays du Sud).

Cette Constitution qui propose sans détours un grand marché libéral, avec quelques amortisseurs sociaux, est critiquée, y compris du point de vue de la philosophie libérale classique, parce qu'elle ne respecte pas la division des pouvoirs : le Conseil de l'Europe est à la fois législatif et exécutif.

MC. : *Tout comme Zapatero [Premier ministre espagnol], le Parti socialiste français appuie cette Constitution...*

D.B. : Le PS français tente de redorer son blason en plaidant pour une politique keynésienne à l'échelle européenne. Mais comment le faire sans rétablir le contrôle de la politique monétaire par rapport à la Banque centrale, et sans relancer les services publics qui sont en train d'être détruits ?

M.C. : *Quels arguments ont pesé en faveur du Oui, au sein du PS français ?*

D.B. : La peur : « si le Non gagne, ce sera le chaos ». Je n'y crois pas, parce que les traités internationaux ont leur rythme et ne disparaissent pas du jour au lendemain. Autre argument : la nécessité de « créer un contrepoids aux États-Unis ». Mais quel type de contrepoids ? S'il s'agit d'être compétitif sur le terrain de la puissance, les États-Unis ont un budget militaire qui représente près de la moitié des dépenses militaires internationales et plus du double du budget militaire de l'Union européenne. La véritable compétition se situe sur le terrain du modèle social : une autre option de société, un autre type de coopération avec le Sud, une autre politique énergétique. Et un espace social.

M.C. : *Créer un réseau social cohérent serait un antidote à la peur ?*

D.B. : C'est un point d'appui, mais cela ne résout pas le problème.

Les mouvements sociaux à l'échelle mondiale entrent dans une phase de contradiction : le cycle d'expansion du mouvement par consensus s'épuise. Lors de la réunion de Porto Alegre, on ne pourra éviter la polarisation entre la gauche critique brésilienne et la gauche gouvernementale.

M.C. : *Quelle est la différence entre le mouvement de Mai 68 en France et le mouvement actuel ?*

D.B. : La contre-réforme néolibérale. Le mouvement de 68 était une grève heureuse, pratiquement sans chômage, sans peur du futur, l'idée du progrès sans fin prévalait. Mais il est logique que, dans la précarité actuelle, on vive au présent, ce qui rend difficile la construction d'un projet politique. Mes étudiants ne sont pas indifférents à la politique, ils/elles s'informent, se manifestent, mais seule une minorité y croit à long terme. Ce n'est pas la

révolution coloniale des années soixante... bien qu'en Catalogne le mouvement anti-guerre ait été impressionnant.

M.C. : *Vous sentez-vous comme un « dernier Mohican » ?*

D.B. : Nous le sommes, mais cela nous convient parfaitement. Les jeunes demandent à récupérer une mémoire, ils ne pensent pas que les vieux étaient des fous. La génération post-95 a une autre sensibilité, plus libertaire et plus conservatrice de la vie quotidienne personnelle, avec moins de rhétorique du sacrifice.

Le contraste est notable et c'est un succès que ces deux cultures coexistent.

5 janvier 2008

Entretien réalisé par Maricel Chavarría et paru en français sur le site du journal *solidaritéS*, n° 60, 24 janvier 2005.

Traduction de Hans-Peter Renk à partir de l'original espagnol paru dans *La Vanguardia* de Barcelone (5 janvier 2005).

Édition numérique réalisée par Hébert Abd-El Krim, fondateur des Éditions La Brèche numérique.